

Godfried Engbersen

Les capricieux publics de la sociologie néerlandaise

Pour un observateur néerlandais, le débat étasunien sur ce que Burawoy baptise « sociologie publique » présente un paradoxe. Il apparaît que la sociologie américaine est florissante, que ce soit en termes de nombre de cours enseignés, d'étudiants de premier cycle universitaire et doctorat ou encore de ressources financières. Mais il découvre en même temps que le rôle et l'influence de la sociologie dans la société étasunienne sont extrêmement limités. À première vue, la situation inverse semble prévaloir aux Pays-Bas. La sociologie y a été sur le déclin entre 1990 et 2005 et on a même assisté à la disparition de certains départements, même si ces toutes dernières années la discipline semble enregistrer une augmentation du nombre de ses étudiants. Une des principales raisons de ce déclin était la fragmentation croissante de la sociologie après qu'une première vague de sous-domaines eurent quitté son giron pour se constituer en disciplines indépendantes, disposant de leurs propres facultés : criminologie, polémologie, démographie, géographie sociale et sciences de la communication. Celles-ci furent suivies par une palette de sciences appliquées liées aux politiques de l'État, comme l'administration publique, le commerce et le management, etc. La sociologie eut alors à faire face à une nouvelle concurrence, consécutive à la sécession de branches entières, qui n'étaient autrefois que de simples spécialités. En dépit de ce phénomène de décomposition, la sociologie a su conserver un rôle considérable dans la société hollandaise, même s'il tend à s'éteindre.

Dans cet article, je voudrais me servir des catégories analytiques élaborées par Michael Burawoy dans son plaidoyer pour la « sociologie publique » afin d'analyser l'état actuel de la sociologie néerlandaise, et le lien entre la sociologie et la société dans son ensemble. Pour ce faire, je dois cependant rappeler qu'aux Pays-Bas, cette relation diffère du cas étasunien : la sociologie y demeure nettement plus engagée auprès de l'État et de la société civile. J'ajouterais également que le plaidoyer de Burawoy pour une « sociologie publique organique » ne prend pas en compte un certain nombre de problèmes, en particulier lorsqu'il affirme que dans le cas de la sociologie publique organique, « le savoir se fonde sur un consensus entre les sociologues et leurs publics¹ », ignorant ainsi le risque de politisation de la sociologie inhérent à la relation de proximité entretenue avec des « publics » variés. Qui plus est, il sous-estime l'imprévisibilité d'une telle relation : l'utilisation du savoir sociologique n'appartient pas exclusivement aux sociologues et à leurs publics désignés ; il est l'objet d'appropriations rivales voire antagonistes par de multiples publics aux capitaux inégaux, et qui en font un usage sélectif. Une étude de la réception de mes propres travaux sur la pauvreté, l'immigration clandestine et le chômage de longue durée aux Pays-Bas nous permettra d'illustrer cet argument, après un bref survol des tendances qui ont animé la sociologie néerlandaise depuis la Seconde Guerre mondiale.

1. Michael Burawoy, "2004 Presidential address: for public sociology", *American Sociological Review*, 70(1), 2005, p. 16.

Un point de vue sociohistorique sur la sociologie néerlandaise

Le contexte national au sein duquel la sociologie néerlandaise s'est développée est fort différent de celui des États-Unis². Née il y a environ un siècle, cette sociologie puise sa source dans une sociographie aux terrains d'enquête situés non seulement aux Pays-Bas, mais aussi dans le monde colonial (en particulier les Indes néerlandaises, soit l'Indonésie actuelle). À l'origine, ce courant de recherche s'intéressait principalement aux politiques publiques, à la vie politique et à la société civile (principalement les syndicats et les associations catholiques et protestantes). Durant les années 1950, cette tradition sociographique s'est impliquée fortement dans l'ingénierie sociale d'après-guerre, notamment dans les domaines du logement, de l'éducation et des politiques sociales. La sociologie coloniale offrait aux autorités concernées une série de données sur les pays et leurs populations, leur prêtant main forte dans leur projet de maintien du contrôle sur les territoires sous leur tutelle. Une autre caractéristique de la sociologie d'après-guerre, particulièrement affirmée dans les années 1950 et 1960, est que la plupart des sociologues travaillaient dans des instituts de recherche différenciés par leur affiliation confessionnelle et idéologique, où ils menaient des recherches d'inspiration catholique, protestante ou socialiste, voire parfois moins directement engagées. Durant cette période, la sociologie néerlandaise s'est ainsi construite initialement au sein d'une société « segmentée » ou « à piliers ». Les Pays-Bas se sont industrialisés et modernisés relativement tard et l'ont fait sur la base de ces différents piliers qu'étaient les communautés protestante, catholique et séculière, à travers un système de négociation entre élites nationales. L'État-providence néerlandais, qui s'est développé lors des décennies 1970 et 1980, s'est appuyé dans un premier temps et dans une large mesure, sur cette structure hiérarchisée à piliers. Plusieurs disciplines spécialisées de la sociologie néerlandaise – sociologies de l'éducation, du travail, du logement et des religions – se sont alors investies dans une relation de travail dialogique avec les acteurs de la société civile (Églises catholique et protestante, et syndicats représentatifs des différents piliers) et les institutions sociales (particulièrement les ministères de l'Éducation, du Logement, de l'Aide sociale et de l'Emploi). Cette configuration a évolué : même si les Pays-Bas sont toujours caractérisés par une structure corporatiste, le système des piliers a disparu et l'État-providence néerlandais étendu est en cours de transformation.

Burawoy fonde son plaidoyer pour la sociologie « publique » – dite de la « troisième vague » – sur la primauté de la société civile. Il affirme qu'« on assiste aujourd'hui à une collusion entre l'État et le marché, qui promeuvent conjointement la marchandisation de la vie quotidienne et la privatisation de toutes choses. Ces circonstances rendent nécessaire une approche sociologique fondamentalement différente – une sociologie de la troisième vague – qui valorise la société civile par-delà État et marché³ ». Cette analyse s'avère trop réductrice pour décrire le cas néerlandais (malgré ses tendances néolibérales actuelles) et ne serait donc pas partagée par les sociologues nationaux. Nombreux sont ceux qui ne se reconnaissent pas complètement dans la société, en partie à cause de leurs expériences de la sociologie segmentaire des années 1950 et 1960. Bien des sociologues continuent de considérer l'État national ou supranational comme un acteur central du changement social et de la défense des droits sociaux et humains.

Trois évolutions majeures ont transformé la sociologie néerlandaise et la position de la « sociologie publique » au fil des trois décennies passées. Dans une certaine mesure, elles consistent en réactions des unes envers les autres, tout en empruntant des voies parallèles. Ce bref portrait ne constitue qu'une esquisse, qui laisse de côté bien d'autres courants et groupes de recherche de la sociologie néerlandaise. Les quatre types de sociologie définis par Burawoy me servent de point de départ.

1. De la sociologie experte à la sociologie académique

La première transformation majeure qu'a connue la sociologie néerlandaise depuis la Seconde Guerre mondiale est sa constante autonomisation intellectuelle. Cela a conduit à une réorientation de la discipline : jusque-là dominée par l'expertise et centrée sur les politiques publiques nationales, post-coloniales et sectorielles, elle a adopté une perspective plus internationale, largement inspirée par la sociologie étasunienne dans un premier temps (1953-1968), avant d'intégrer des éléments européens par la suite (principalement à partir des années 1980).

.....
 2. Johan Heilbron, « Particularités et particularismes de la sociologie aux Pays-Bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 74, septembre 1988, p. 76-81. 3. Michael Burawoy, "Third-wave sociology and the end of pure science", in Lawrence T. Nichols (dir.), *Public Sociology. The Contemporary Debate*, Londres, Transaction Publishers, 2007, p. 320-321.

DOSSIER SOCIOLOGIE PUBLIQUE

L'ambition initiale était d'apporter des solutions aux problèmes sociaux, même si cette approche technocratique fut rapidement tempérée. La montée en puissance de la sociologie académique peut être interprétée comme une tentative couronnée de succès d'échapper à l'influence conjointe de l'État et des représentants de la société civile sur les programmes de recherche. La fondation de deux écoles scientifiques, la sociologie « figurationnelle » et la sociologie « explicative »⁴, a fortement contribué à la professionnalisation. Au cours des années 1980 et 1990, ces deux écoles ont acquis un poids grandissant dans le monde académique de même qu'un magistère intellectuel qui s'est concrétisé par des apports reconnus à la sociologie internationale. Sous l'influence de Norbert Elias, une tradition prolifique de sociologie « figurationnelle » s'était établie aux Pays-Bas, avec pour pôle intellectuel l'Université d'Amsterdam et avec pour centres d'intérêt l'émergence de l'État-providence, les processus de « civilisation » et de « décivilisation », et « l'informalisation » des rapports sociaux. La sociologie analytique étudie des objets tels que la coopération, la stratification, les réseaux sociaux et le capital social en prenant appui sur la théorie du choix rationnel enrichie d'apports institutionnalistes et évolutionnistes. Karl Popper, Raymond Boudon et James S. Coleman en constituent les principales sources d'inspiration intellectuelle. Alors que les sociologues « figurationnels » s'appuient sur une tradition de recherche compréhensive et accordent leur préférence à une méthodologie qualitative et/ou historique, les sociologues « explicatifs » conduisent des recherches quantitatives sur grande échelle ainsi que des tests expérimentaux et construisent des modèles théoriques adossés à l'hypothèse de rationalité instrumentale des comportements.

Ce qui rapproche ces deux groupes, c'est leur distance mutuelle vis-à-vis des politiques publiques et de la société civile. Ils sont d'avis que la sociologie n'a aucune contribution *directe* à apporter la résolution des problèmes sociaux. Les sociologues analytiques pensent que le but premier de la recherche doit être l'accroissement du savoir scientifique et s'illustrent en tant que tels comme des prototypes de la « sociologie académique » telle que la décrit Burawoy. Les sociologues « figurationnels », quant à eux, attachent une plus grande valeur à l'engagement civique même s'ils conçoivent leur rôle dans ce domaine comme devant se limiter à enrichir la qualité des débats publics. Malgré l'érosion de l'hégémonie des deux écoles, du fait de l'émergence d'autres groupes de recherche et de la création de partenariats hybrides entre eux, elles continuent de représenter le bloc central de la sociologie néerlandaise, centré sur les questions de recherche déterminées de manière interne à la discipline⁵.

Il y avait aussi des « sociologues critiques » dans la recherche néerlandaise qui, en dépit d'une influence limitée, apportaient une réflexion cruciale sur les paradigmes théoriques de ces écoles. Mais les sociologies critique et marxiste ne furent aux Pays-Bas qu'un phénomène temporaire. La sociologie critique, représentée chez les sociologues publics et académiques, y prend principalement la forme de recherches empiriques sur les problèmes sociaux contemporains, accompagnées de développements critiques envers les théories dominantes, les paradigmes des politiques publiques et les catégories étatiques.

2. De la sociologie « académique » à la sociologie « experte »

Par la suite, a émergé ce que Burawoy appellerait une « sociologie experte » (1973-1997), qui s'est distinguée de la sociologie appliquée (cloisonnée) et s'est construite en réaction face à l'isolement dont souffrait la sociologie « académique » au cours de la période 1953-1968. L'étude des politiques étatiques y était menée de manière réflexive, se définissant non pas comme un instrument d'ingénierie sociale ayant pour tâche de produire des modèles d'action pour la société, mais comme un miroir analytique des paradigmes politiques et des évolutions de l'État-providence néerlandais. Ses défenseurs avaient cependant foi dans la capacité de la sociologie à contribuer à la rationalité, à l'équité et à l'efficacité de l'intervention publique⁶.

4. Comme le rappelle Johan Heilbron (*op. cit.*), la notion de « sociologie explicative » exprimait une ambition scientiste de la sociologie fondée sur une conception hypothético-déductive de la science sociale alliée à une méthodologie quantitativiste. Parce qu'elle suggérait que les autres conceptions de la sociologie n'étaient pas véritablement « explicatives », et donc pas scientifiques, la notion était évidemment polémique. La sociologie des « figurations » défendait, elle, une conception centrée sur l'étude des processus sociaux selon la conception que Norbert Elias avait

proposé dans son livre, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1993 [1971] [NdT].

5. Cette tendance est renforcée actuellement par les politiques de l'Organisation néerlandaise de la recherche scientifique (NWO). Cette organisation est impliquée dans une opération de « décompartmentalisation » (le retrait des barrières disciplinaires dans la procédure d'évaluation). Ce changement a entraîné une réduction du nombre de subventions allouées à des sociologues, et a renforcé l'orientation positiviste au sein de la discipline tout comme aux États-Unis. Le bilan de cette

mesure nous prouve que la sociologie n'est pas aussi forte que l'économie et la psychologie dans le champ des sciences sociales.

6. La revue interdisciplinaire *Beleid en Maatschappij* [Politiques et Sociétés], parue pour la première fois en 1973, constituait une plate-forme majeure pour ce groupe. Elle fut fondée en réponse au mécontentement relatif à « l'isolement académique volontaire auquel s'assujétissent les unités de recherche dans les universités ».

La sociologie néerlandaise a largement bénéficié de l'émergence et de l'expansion de l'État-providence : le ministère de la Culture, des loisirs et du travail social, institué en 1965 était connu sous le nom de « ministère des sociologues ». Les sociologues étaient également influents dans d'autres ministères, plus particulièrement ceux de l'Éducation, du Logement, des Affaires sociales et de l'emploi. Au cours des années 1970 et 1980, la société néerlandaise s'est « sociologisée » : les citoyens commencèrent à interpréter leurs expériences personnelles en termes sociologiques, et les décideurs politiques à se servir de concepts idoines. Par ailleurs, la sociologie en tant que discipline forme régulièrement des ministres (deux figurent au sein du gouvernement actuel) ; les principaux organes de conseil et centres de recherches, comme l'Office de planification sociale et culturelle, le Conseil de l'éducation, et le Centre de recherche et de documentation du ministère de la Justice ont comme point commun d'être dirigés par un sociologue (d'orientation « académique »), alors que récemment encore d'éminents collègues officiaient au Conseil scientifique aux politiques gouvernementales (WRR)⁷.

L'influence de la sociologie a reculé avec la crise de l'État-providence qui s'est manifestée durant les décennies 1980 et 1990. La science sociale a été tenue responsable de toute une série d'effets pervers présumés et autres conséquences néfastes des politiques publiques, tels que le grand nombre de bénéficiaires de prestations sociales et de jeunes déscolarisés, l'échec de l'intégration sociale des immigrants et l'émergence d'un « sous-prolétariat »⁸. Dans une époque contemporaine dominée par le néolibéralisme et le néo-nationalisme, où les notions de responsabilité individuelle et d'identité nationale gagnent du terrain, le rôle joué par les sociologues évolue et ces derniers campent sur la défensive alors que leur soutien à l'État social et leur conception du transnationalisme et des limites de l'individualisme rencontrent une audience plus réduite.

De plus, la sociologie « experte » réflexive perd encore davantage de terrain face à la concurrence représentée par les instituts de recherche appliquée. Dans la seconde moitié des années 1980, on comptait environ 2 000 sociologues travaillant dans les domaines de la recherche appliquée et des politiques publiques en dehors des universités, un tiers de cette production étant commandité et financé par le gouvernement⁹. Cet investissement public ne signifie pas que les pouvoirs publics déterminent unilatéralement le choix des questions de recherche et l'interprétation des résultats : les Pays-Bas possèdent une longue tradition d'évaluation indépendante des politiques étatiques, bien qu'elle subisse actuellement une pression croissante. Les études de court-terme (« instantanés ») se font plus courantes comme si la recherche cherchait désormais à légitimer des choix politiques particuliers, alors que des recherches trop critiques sont souvent ignorées ou laissées sans suite¹⁰. Ce phénomène présente une menace sérieuse envers les formes les plus réflexives de la sociologie politique.

3. Des sociologies académique et experte à la « sociologie publique »

Une troisième tendance de la sociologie d'après-guerre aux Pays-Bas a consisté en l'avènement de la fonction d'intellectuel public pour les sociologues à partir des années 1980 : Jacobus Van Doorn (fondateur du département de sociologie de l'Université de Rotterdam), Kees Schuyt (conseiller d'État), Abram De Swaan (ancien doyen de l'École de sciences sociales d'Amsterdam), Paul Schnabel (directeur du SCP¹¹), Pim Fortuyn (ancien publiciste, fondateur et leader d'un parti populiste, assassiné en 2002) et d'autres encore jouent ou ont joué un rôle influent dans les débats publics sur l'avenir de l'État-providence, les questions d'éducation, de pauvreté, d'immigration et de politique d'intégration. Ces sociologues appartiennent majoritairement aux courants de la sociologie que Burawoy qualifierait d'experte et d'académique, et en marge de leur production académique écrivent des essais, des tribunes, et des ouvrages destinés à une audience extra-universitaire. En mai 2008, De Swaan s'est vu attribuer le prix PC Hooft (la récompense littéraire la plus prestigieuse des Pays-Bas) pour son œuvre. Ces sociologues représentent le visage public de la sociologie experte et académique. Il s'agit de sociologues publics

7. Le WRR conseille le gouvernement quant aux politiques ayant largement trait à la science. Il tente aussi de stimuler le débat scientifique. De fait, il constitue un pont entre la recherche scientifique et les politiques publiques.

8. Le journaliste Martin Summers put ainsi affirmer que nombre de sociologues

influents, ayant inventé et défendu des politiques d'intégration inefficaces et politiquement correctes, s'étaient faits « les courtiers de minorités ». Voir Martin Summers, « Makelaars in minderheden » [Courtiers en minorités], *De Volkskrant*, 28 décembre 2002.

9. Académie royale des arts et des

sciences des Pays-Bas, *Vivre et travailler ensemble. Un avenir pour la sociologie néerlandaise*, Amsterdam, KNAW, 2006, p. 87.

10. André J. F. Köbben et Henk Tromp, *De onwelkome boodschap, of hoe de vrijheid van wetenschap bedreigd wordt* [Un message importun. Comment

la liberté de la recherche est mise en danger], Amsterdam, Jan Mets, 1999.

11. Institute for Social Research (un organisme gouvernemental en charge de la production de données en vue de l'action des pouvoirs publics) [NdT].

DOSSIER SOCIOLOGIE PUBLIQUE

« traditionnels », selon la typologie de Burawoy. Ils écrivent pour un public élargi, invisible et anonyme, composé principalement des lecteurs éduqués de livres et de la presse. Ils participent parfois aux débats publics, le plus souvent dans les pages d'opinion des journaux, mais la plupart d'entre eux conservent leurs distances vis-à-vis des publics concernés. Ils ne collaborent pas étroitement avec un public concret et visible autour de la défense d'une cause éthique (Pim Fortuyn était sur ce point l'exception qui confirme la règle, mais il le faisait en tant qu'homme politique, et non en tant que sociologue). De Swaan a, quant à lui, décrit la tâche du sociologue comme suit : « Personne ne devrait s'attendre à ce que la sociologie apporte une contribution directe au progrès social, encore moins au contrôle de la société. Le rôle de la sociologie est d'aider à élever la qualité du débat sur le monde social. » Cette prise de position correspond parfaitement à la définition que Burawoy donne du sociologue public traditionnel.

En définitive, la sociologie « publique organique » que Burawoy appelle de ses vœux occupe une position marginale aux Pays-Bas, en dépit des formes multiples d'engagement des sociologues dans la cité. Dans les années 1970 et 1980, elle prit surtout la forme de « recherches militantes » menées au nom de l'intérêt de catégories vulnérables (riverains, squatteurs, ouvriers, membres des syndicats et prisonniers), ainsi que divers types de recherches féministes. La raison de sa place marginale dans le champ scientifique est liée au fait que ses résultats de recherche furent décevants, aussi bien pour la discipline sociologique que pour les publics qu'elle cherchait à soutenir. Ces sociologues et leurs publics n'avaient pas les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs objectifs pratiques, ce qui a conduit le plus souvent à la dissolution des coopérations initiées. De surcroît, le processus d'« éducation mutuelle » ne fut la plupart du temps pas à la hauteur des espérances, à cause du choc entre différentes formes de savoir (savoir professionnel contre compétences politiques et sens commun).

Au total, les tendances que j'ai décrites précédemment, à savoir i) la professionnalisation de la sociologie avec la culture de publication concomitante (écriture à destination de revues anglophones et évaluation par les pairs) ; ii) la marchandisation de la sociologie experte, et iii) le reproche fait à la sociologie d'être responsable des problèmes sociaux contemporains tels que le soi-disant déficit d'intégration des immigrants « assistés » et la pauvreté de longue durée, constituent chacune une menace pour le rôle public de la sociologie. La critique de la sociologie illustre l'opinion de Burawoy selon laquelle nous vivons une époque à « l'éthos relativement anti-sociologique¹² ». Ces trois tendances que l'on retrouve dans la société néerlandaise corroborent largement les analyses de Burawoy.

Contre-mouvements : renforcer le rôle public de la sociologie

En réponse aux développements retracés ci-dessus, des contre-mouvements sont apparus pour défendre le rôle public de la sociologie (entendu comme participation au débat public). Une première initiative fut entreprise par l'Académie royale néerlandaise des arts et des sciences (KNAW) qui a attiré l'attention sur l'importance du néerlandais comme langue scientifique¹³, et de la publication d'ouvrages vernaculaires accessibles au grand public, dans un souci général d'amélioration de la communication avec les responsables politiques, les organismes commanditaires d'études, et de plus grande diffusion au sein de l'enseignement supérieur. De nombreux sociologues se sont exprimés en faveur de la promotion du néerlandais aux côtés de l'anglais pour les textes scientifiques ; mais il y a eu des oppositions. Ceux qui soutenaient le néerlandais comme langue scientifique voulaient aussi qu'il soit pris en compte dans les procédures d'évaluation officielles. La publication en 2006 de *Vivre ensemble et travailler ensemble. L'avenir de la sociologie néerlandaise*, rapport élaboré par un comité de sociologues de la KNAW, a élaboré des propositions programmatiques pour faire face aux évolutions sociales majeures. Rédigé avec l'ambition de « faire que la sociologie compte » et d'affirmer son rôle public, le programme de recherche empruntait à chacun des quatre types de sociologie, et malgré des divergences internes non négligeables, il reflétait le consensus au sein de la communauté scientifique sur la nécessité d'étudier les problèmes de société (en particulier les conséquences sociales de l'individualisme et de la mondialisation) qui constituent l'expérience quotidienne de chaque citoyen. Un autre exemple nous est donné par le volume *Balans en toekomst van de Nederlandse sociologie* [État et avenir de la sociologie néerlandaise], publié en complément du précédent rapport, et dont les auteurs proviennent des quatre

12. M. Burawoy, *op.cit.*, p. XX. 13. Voir aussi Académie royale des arts et des sciences des Pays-Bas (KNAW), *Juger la recherche sur ses mérites. Un rapport consultatif pour les humanités et les sciences sociales*, Amsterdam, KNAW, 2005.

types de sociologie distingués. Ces deux études nous montrent que la réflexivité n'est pas un caractère exclusif de la sociologie publique mais une dimension essentielle de la pratique sociologique : toute sociologie de qualité est avant tout une sociologie réflexive.

Écueils de la sociologie publique organique

Burawoy fait l'éloge de la « sociologie publique organique », fondée sur une relation dialogique entre des sociologues et un public identifiable, et caractérisée par l'ajustement et le savoir mutuels fondés sur le consensus. Cependant, il ne s'intéresse que bien peu aux risques inhérents à un partenariat de travail entre la sociologie et ses publics. Le risque premier est celui d'un affaiblissement de l'autonomie et de l'autorité intellectuelles du sociologue à travers l'ajustement aux intérêts socio-économiques du « public » concerné. Le second risque repose sur la surestimation que semble faire Burawoy de la capacité d'une étude à se porter au-delà de son public d'origine en conservant son intégrité. Il est souvent impossible de maintenir un rapport de travail exclusif avec un public spécifique et c'est précisément pour cela qu'une étude sociologique se situant dans le domaine public peut conduire à toute sorte de conséquences imprévisibles. Je vais dès lors analyser ces risques à la lumière d'une expérience personnelle de gestion de la relation avec des publics définis d'administrateurs de politiques, d'acteurs des mouvements sociaux et de citoyens.

La première expérience concerne mes propres recherches sur la pauvreté aux Pays-Bas. En 1987, en collaboration avec Romke et van der Veen, j'ai publié une étude intitulée *Moderne armoede* [La Pauvreté moderne], en partenariat avec les services sociaux de la municipalité de Rotterdam. Cet ouvrage a touché un large public, au-delà du cercle universitaire, et il a eu une certaine influence sur le mouvement néerlandais de lutte contre la pauvreté, constitué par une alliance entre des églises, des syndicats, des collectifs de bénéficiaires d'aides sociales et d'associations diverses. En 1996, Ad Melkert, le ministre des Affaires sociales et de l'emploi d'alors, m'a appelé à la tête d'une équipe de recherche chargée de publier cinq rapports sur la pauvreté et l'exclusion sociale dont une évaluation des politiques nationales de réduction de la pauvreté (1996-2000). Ces rapports ont également servi de matière à discussion lors d'ateliers locaux et de conférences annuelles, organisés autour de la question sociale et réunissant responsables politiques locaux et nationaux, groupes d'usagers, d'administrateurs, d'universitaires, etc. Le but affiché de ces ateliers et conférences était d'établir un dialogue entre ces groupes afin d'améliorer les politiques sociales aux niveaux local et national dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Qu'ai-je appris au cours de cette période ?

Premièrement, cette sociologie « publique » a pu contribuer à la création d'une catégorie sociale telle que les « pauvres » et, si l'on entre en collaboration avec des membres de ladite catégorie avec le soutien d'un mouvement social solide, on assiste à la création d'un public. Plus de huit ans se sont écoulés entre la publication de ma première étude en 1987 et la reconnaissance politique de l'existence de la pauvreté en 1995. Les sociologues publics se doivent donc d'être patients. Mon rôle fut essentiellement d'approvisionner le mouvement anti-pauvreté des Pays-Bas en savoir théorique (en particulier le concept de « pauvreté moderne »), en chiffres pertinents (« l'étendue de la pauvreté ») et « histoires » de terrain sur les blessures secrètes du dénuement. Je faisais ainsi figure avant tout d'« avant-poste de la sociologie académique » en territoire public. En parallèle, des documentaires sur mon travail étaient tournés et de nombreux articles publiés dans la presse régionale et nationale. Je m'adressais alors simultanément à un public visible et à un public invisible, tous deux importants pour la sociologie publique.

Deuxièmement, c'est une tâche ardue que d'entrer en conversation de manière productive avec un public sans compromettre ses propres principes intellectuels. Les ateliers et conférences tenus entre 1996 et 2000 ont conduit à un choc entre des formes de savoir et des intérêts de natures différentes. Les publics peuvent en effet être avides et exigeants. Les responsables politiques, par exemple, désiraient obtenir une révision de notre analyse critique des « contrats Melkert » (emplois subventionnés), dont nous disions qu'ils ne pouvaient constituer une solution à la pauvreté, alors que les associations d'usagers sociaux, le mouvement anti-pauvreté et les syndicats voulaient élargir la définition de la pauvreté à des groupes supplémentaires et réclamaient plus d'aides. J'ai fait le choix de ne pas transiger sur les conclusions de nos travaux : maintien d'une attitude critique envers les emplois subventionnés présentés comme solution miracle à la pauvreté, et refus d'adhérer à un concept démesurément élargi de la pauvreté dans l'un des pays les plus riches du monde.

La troisième leçon à tirer de cette expérience est que les chercheurs possèdent peu d'influence sur la réception que les publics auxquels ils s'adressent font des résultats de leur recherche, notamment parce que ceux-ci sont instrumentalisés par d'autres publics plus puissants. L'interprétation et l'usage

DOSSIER SOCIOLOGIE PUBLIQUE

des idées scientifiques ont une dynamique propre, en particulier quand il s'agit de controverses politiques sulfureuses qui dominent l'actualité, ce que les sociologues appellent des « questions de société ». De tels enjeux politiques ne peuvent trouver de solution par le simple recours au savoir sociologique.

Deux exemples permettent d'illustrer ce troisième point. En 1999, j'ai participé à un groupe de recherche qui a publié deux études intitulées *De Ongekende Stad I en II* [La ville inconnue I et II], et qui traitaient des migrations transnationales et de l'immigration clandestine¹⁴. Le contenu de cette étude et les articles de presse qui ont été rédigés à son propos ont suscité un vif débat parlementaire entre les députés et le secrétaire d'État à la Justice d'alors, Job Cohen (l'actuel maire d'Amsterdam). Ce débat a révélé cinq interprétations politiques, *totalelement différentes*, d'une seule et même étude. La classe politique néerlandaise, quelque soit son positionnement, a isolé des résultats très précis à des fins rhétoriques, si ce n'est de récupération politique. Les partis d'opposition ont sélectionné les résultats qui leur permettraient de critiquer le gouvernement alors même que le secrétaire d'État semblait convaincu que l'étude au ton éminemment critique apportait la preuve de la justesse de ses politiques : « Je pense que leurs conclusions sont selon une règle générale en accord avec la politique actuelle¹⁵ ».

Mais ces organisations partisanes ne sont pas les seules à vouloir exploiter la science à des fins politiques. C'est tout autant vrai d'autres publics tel que le public visible, tangible, actif et local que nous décrit Burawoy. En voici un autre exemple : à la fin des années 1980, j'ai participé à une étude sur la vie quotidienne des chômeurs aux Pays-Bas et l'un des résultats de la recherche était de révéler des différences substantielles entre individus confrontés au chômage de longue durée¹⁶. On trouve d'abord les « conformistes », qui poursuivent leur travail de recherche d'emploi, et les « ritualistes », qui ne le font plus que pour la forme. Il y a aussi les « ermites » qui ont abandonné toute recherche et se renferment dans l'isolement. Le quatrième et le cinquième idéaux-types sont les « entrepreneurs » – qui sont à la recherche d'un emploi et d'un niveau de vie supérieur et tentent d'y accéder en travaillant dans l'économie informelle, et les « calculateurs » – chômeurs qui font un usage stratégique de l'assurance sociale. Enfin, il y a les « autonomes » qui conçoivent les subsides de l'assurance-chômage comme une forme de salaire de base.

L'étude a reçu un écho considérable hors du cénacle universitaire, et ses résultats furent débattus avec tous types de publics allant des mouvements anti-pauvreté au « syndicat des personnes sans travail ». Leur réception fut d'un intérêt indéniable. Les intellectuels conservateurs ont concentré leur argumentaire sur les figures de « l'entrepreneur » et du « calculateur » afin d'attirer l'attention sur les effets pervers d'un État-providence laxiste. Les organes du Gouvernement, tel que le Conseil scientifique aux politiques gouvernementales, ont évoqué les « types traditionnels » (conformistes, ritualistes, ermites) pour justifier la mise en place d'un nouveau paradigme de « politiques d'activation du marché du travail », alors que les porte-parole des nouveaux mouvements sociaux ont porté aux nues la figure du chômeur « autonome ». Les mouvements anti-pauvreté en ont appelé à une politique garantissant des revenus décents afin de soulager les problèmes financiers rencontrés par les types traditionnels, et les responsables locaux ont utilisé la typologie afin de formuler une politique sociale locale reposant sur la différenciation et l'individualisation des prestations. Je retiens de ces expériences une certaine distance vis-à-vis de mes publics. Les projets de recherche que j'ai évoqués étaient des formes hybrides, mélangeant ce que Burawoy caractériserait comme sociologie critique, experte et publique. Je n'ai pourtant mis en pratique aucune des formes de sociologie « publique » définies par Burawoy. La sociologie peut rendre visible l'invisible en entreprenant des enquêtes de terrains à tonalité critique sur l'immigration irrégulière, la pauvreté et le chômage. Elle peut permettre la création d'une catégorie sociale, la structuration d'un problème social, l'élévation de la qualité des débats publics et la critique des dominants, mais elle doit se garder de prendre parti en faveur d'un public ou d'un autre.

14. Godfried Engbersen, « Sans-papiers. Les stratégies de séjour des immigrés clandestins », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, septembre 1999, p. 26-38.

15. La classe politique néerlandaise s'est appuyée sur la même recherche et y a sélectivement puisé les informations qui soutenaient leur propre vision. Boris Dittrich, du Parti social libéral, a utilisé l'étude pour exiger une prise en charge et une politique d'expulsion

plus stricte à l'égard des « immigrés illégaux criminels ». Henk Kamp, du Parti conservateur libéral, avait une autre priorité : « Nous voulons expulser aussi tous les autres immigrés clandestins, parce que ce groupe se rend coupable lui aussi d'infractions massives ». Joop Wijn, du Parti démocrate chrétien, a utilisé encore d'autres chiffres, pour attaquer la politique d'immigration soi-disant laxiste des Pays-Bas : « À Rotterdam, 32 % des clandestins

peuvent toujours bénéficier d'une éducation, 70 % peuvent obtenir l'aide médicale dont ils ont besoin, et plus de 50 % ont un emploi ». Et Femke Halsema, du Parti vert, a affirmé que la conclusion la plus importante à tirer de l'étude menée par l'Université Érasme était que les politiques anti-immigration étaient purement symboliques. Et Job Cohen (ministre de la Justice, Parti travailliste) de conclure : « Selon moi, cette étude donne à penser. Il me

semble aussi que ces conclusions sont dans la ligne des politiques actuelles », *Actes de la Chambre des représentants néerlandais*, 31, 1999, p. 2336-2340.

16. Godfried Engbersen, Kees Schuyt, Jaap Timmer et Frans van Waarden, *Cultures of Unemployment. A Comparative Look at Unemployment and Urban Poverty* (Second print with a new introduction), Amsterdam, Amsterdam University Press, 2006 [1993].

DOSSIER SOCIOLOGIE PUBLIQUE

En dépit des critiques que j'ai adressées à la sociologie publique organique (en particulier l'appel de Burawoy à un « savoir consensuel »), je soutiens l'idée que la sociologie doit s'ouvrir à la société. Son plaidoyer pour une sociologie publique constitue une incitation importante en faveur d'une implication accrue des sociologues à l'enrichissement intellectuel des débats publics centraux dans nos sociétés contemporaines. Ce projet requiert trois éléments : 1) un programme de recherche ayant pour cible les problèmes sociaux considérés comme pertinents non seulement par les milieux universitaires mais aussi par une multitude d'autres publics ; 2) une communication avec les publics extra-académiques – médias, État ou société civile – au sein d'un forum citoyen et 3) un développement et des usages accrus des interdépendances productives entre les différents types de sociologie.

Quelques données sur la sociologie aux Pays-Bas

Départements universitaires dans lesquels la sociologie est enseignée :

- Université d'Amsterdam, Université Érasme de Rotterdam, Université d'Utrecht
- Université de Groningen, Université Radboud de Nijmegen et Université de Tilburg

Étudiants :

- Nouveaux étudiants en 1999-2000 : 350. Nouveaux étudiants en 2004-2005 : 580
- Nombre de doctorants sur la période 1989-2004 : 3 539

Écoles doctorales et de recherche :

- École de sciences sociales d'Amsterdam (AASR). Des unités de recherche de Rotterdam, Leiden et Utrecht y participent
- Centre interuniversitaire de théorie et méthodologie sociologiques (ICS). Fruit d'une collaboration entre les Universités d'Utrecht, de Groningen et de Nijmegen

Acteurs extra-académiques :

- Office de planification sociale et culturelle (SCP)
- Conseil scientifique néerlandais aux politiques gouvernementales (WRR)
- Conseils et comités consultatifs informant les Gouvernement et Parlement néerlandais sur les questions de crime et de justice, d'éducation, d'immigration, de logement, d'aide sociale, etc.
- Institut statistique des Pays-Bas (CBS)
- Institut interdisciplinaire démographique des Pays-Bas/Académie royale des arts et des sciences des Pays-Bas (NIDI/KNAW)
- De nombreux instituts de recherche privés de tailles variables et des bureaux d'étude de marché

Acteurs principaux du financement de la recherche (à l'exception des universités) :

- Organisation néerlandaise de la recherche scientifique (source scientifique)
- Union européenne et ministères (source politique)

Positionnement sur le marché du travail (chiffres pour l'année 2000) :

- 15 % travaillent comme chercheurs à l'université ou en institut public ou privé
- 85 % exercent tout type de professions, en particulier dans les domaines des politiques sociales aux niveaux local et national, des affaires et des associations.

Source : Académie royale des arts et des sciences des Pays-Bas, *Samenleven en samenwerken. Een toekomst voor de Nederlandse sociologie* [Vivre et travailler ensemble. Un avenir pour la sociologie néerlandaise], Amsterdam, KNAW, 2006.